

Guinée

2017 Conclusions sur les pires formes de travail des enfants

En 2017, la Guinée a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a ratifié la Convention 189 de l'OIT sur le travail décent pour les travailleurs domestiques et adopté un nouveau Plan national de développement comprenant les activités visant à lutter contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, la traite des personnes et le travail des enfants. Le gouvernement a également mis en œuvre des campagnes de sensibilisation sur la traite des enfants. Toutefois, en Guinée, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans l'extraction minière et la mendicité forcée. Des enfants font aussi des travaux dangereux dans le secteur de l'agriculture. Le gouvernement n'a ni mécanisme de coordination, ni politique nationale pour s'attaquer à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants. En outre, il n'agit pas de manière adéquate pour faire appliquer les lois sur le travail des enfants ou mettre en œuvre des programmes sociaux suffisants pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris ses pires formes, en Guinée, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce qu'ils soit interdit aux enfants de moins de 18 ans d'effectuer les travaux dangereux visés dans la Recommandation n° 190, comme l'agriculture.	2014 – 2017
	Veiller à ce qu'il soit interdit à tous les enfants de participer à des activités dangereuses liées à l'exploitation minière.	2010 – 2017
	Veiller à ce que les dispositions sur les travaux légers dans la législation soient suffisamment spécifiques pour interdire l'implication des enfants dans le travail des enfants.	2015 – 2017
	Veiller à ce que tous les enfants soient protégés par la loi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles et ceux qui sont à leur compte.	2009 – 2017
Application	Accroître les ressources, la formation et le nombre des agents de la justice pénale et des inspecteurs du travail afin de garantir le respect des lois sur le travail des enfants.	2009 – 2017
	Publier des informations complètes sur le financement de l'Inspection du travail, le nombre d'inspecteurs du travail employés dans l'ensemble du pays, le nombre d'infractions au droit pénal et de la législation sur le travail des enfants, et le nombre de sanctions imposées et d'amendes perçues.	2011 – 2017
	Renforcer l'application du droit du travail en autorisant l'Inspection du travail à organiser des inspections ciblées fondées sur l'analyse des données portant sur des secteurs à risque et les schémas d'incidents graves.	2015 – 2017
	Établir un mécanisme d'orientation pour prise en charge entre le ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail et le ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et	2016 – 2017

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	de l'Enfance afin de protéger et réadapter les mineurs impliqués dans le travail des enfants, y compris ses pires formes.	
	S'attaquer à la corruption dans les organismes de répression et le système judiciaire qui entrave les efforts de lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2015 – 2017
Coordination	Établir des mécanismes de coordination pour lutter contre le travail des enfants, y compris sous toutes ses pires formes.	2010 – 2017
	Veiller à ce que le CNLTPPA et le CGSDE reçoivent un financement adéquat pour s'acquitter de leurs missions.	2010 – 2017
Politiques gouvernementales	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014 – 2017
Programmes sociaux	Renforcer les initiatives visant à éliminer les obstacles et à permettre à tous les enfants de recevoir une éducation en aidant les enfants non enregistrés à obtenir des actes de naissance et des papiers d'identité les autorisant à avoir accès à l'école, améliorer les infrastructures scolaires et le nombre des enseignants, éliminer les frais liés à la scolarité et garantir la sécurité des enfants à l'école.	2010 – 2017
	Faire des recherches pour déterminer les activités effectuées par des enfants dans la fabrication de produits afin d'informer les politiques et les programmes.	2013 – 2017
	Veiller à ce que les services sociaux soient dûment financés et suffisants pour répondre aux besoins des victimes des pires formes de travail des enfants.	2010 – 2017
	Mettre en place des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'agriculture, le travail domestique, l'exploitation minière et les métiers des rues.	2010 – 2017